Initiatives ministérielles

M. le vice-président: La Chambre permet-elle au secrétaire parlementaire de présenter la motion?

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

M. Riis: Monsieur le Président, au nom des membres du NPD, je tiens à remercier les députés, pour leur générosité. Je dois préciser que le temps ainsi perdu à la Chambre sera rattrapé, mais ces deux jours faciliteront la tenue de notre congrès.

M. le vice-président: Le débat reprend et la parole est au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je voudrais me prononcer aujourd'hui sur un débat qui, depuis un an, a profondément divisé des groupements de citoyens, les associations médicales, le milieu judiciaire et le Parlement. Nous avons assisté à un débat intense et chargé d'émotions au cours duquel la vie et les expériences de Canadiens et de Canadiennes ont été étalées à la une des journaux et projetées à l'écran de millions de téléviseurs à travers le pays.

Dans sa recherche d'une solution à la question de l'avortement, le débat public a sacrifié l'intimité de ceux et celles qui se sont trouvés sur son chemin, disséquant leur vécu, leurs sentiments et leurs droits. Notre motif pour ce faire: trouver un grain de vérité qui nous montrerait clairement ce qui est bien et ce qui est mal. Mais ce n'est pas de cette manière qu'une question aussi importante doit être réglée. Ce n'est certainement pas dans l'exploitation sensationnelle de la vie des gens que nous trouverons le sérieux, la sagesse et le discernement nécessaires pour élaborer un projet de loi qui respectera les droits de toute la population canadienne, même lorsque ces droits sont en conflit.

[Français]

Ces droits sont liés à des questions extrêmement intimes. Il est gênant pour les personnes en cause et offensant pour le reste d'entre nous de voir leur vie banalisée. Ce ne sont pas des questions qui devraient être jugées dans un procès par les médias.

Et ce n'est pas non plus strictement l'affaire des tribunaux. Or, nous avons déjà eu la preuve qu'en l'absence d'initiatives de la part du Parlement, les gens continueront d'en référer aux tribunaux.

Naturellement, cette situation est inacceptable. Les tribunaux n'ont pas à exercer une fonction de la direction politique et n'ont pas plus de comptes à rendre à la population au moment des élections. De toute évidence, c'est aux personnes qui sont élues pour représenter leurs concitoyens qu'il incombe de jouer un rôle de direction.

C'est une direction que nous nous devons d'assumer.

[Traduction]

Beaucoup de Canadiens et Canadiennes ont des opinions morales très fermes au sujet de l'avortement. Devant une question qui nous touche de si près, nous ne devrions pas nous étonner que d'aucuns se sentent moralement tenus de présenter leur point de vue comme le seul valable dans un monde humain. A leur avis, des convictions aussi profondes excluent toute possibilité de concession.

J'estime que nous devons trouver un terrain d'entente, mais il est très difficile d'en arriver à un compromis quand les différents groupements ne peuvent même pas accepter d'employer le même vocabulaire. Lorsque nous politisons le langage même, nous en supprimons le sens. Les mots ne sont plus des outils qui favorisent la compréhension. Ils deviennent alors des armes pour dénigrer les opinions d'autrui.

Le mouvement qui s'appelle pro-choix ne se considère nullement comme un mouvement anti-vie. Il estime qu'on a refusé à la femme son droit fondamental de choisir. Maintenant que le droit de la femme de décider elle-même de son avenir est enfin reconnu, ce droit doit être affirmé. D'autre part, le mouvement qui s'appelle pro-vie rejette catégoriquement toute déclaration à l'effet qu'il est anti-choix. Au contraire, il a consacré toute son énergie à défendre les droits de ceux qui ne peuvent exprimer leur choix parce qu'ils sont encore incapables de parler.

Nous ne devrions pas nous étonner que le projet de loi n'ait été bien reçu ni par les groupements pro-choix ni par les groupements pro-vie puisqu'il emploie un vocabulaire que n'utilise aucune des deux parties.

• (1600)

[Français]

Il y a peu de questions d'ordre moral, voire aucune, où les avis ne soient pas partagés. Cependant, celle de l'avortement est angoissante pour chacun et chacune d'entre nous, car elle semble appeler un choix contre une valeur humaine essentielle au profit d'une autre.